Document generated on 07/05/2025 5:55 p.m.

Francophonies d'Amérique

Canada's Francophone Minority Communities. Constitutional Renewal and the Winning of School Governance de Michael Behiels (Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2004, xxx, 480 p.)

Claude Couture

Number 19, Spring 2005

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1005330ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1005330ar

See table of contents

Publisher(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa
Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1183-2487 (print)
1710-1158 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Couture, C. (2005). Review of [*Canada's Francophone Minority Communities. Constitutional Renewal and the Winning of School Governance* de Michael Behiels (Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2004, xxx, 480 p.)]. *Francophonies d'Amérique*, (19), 249–251. https://doi.org/10.7202/1005330ar

Copyright © Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2005

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

CANADA'S FRANCOPHONE MINORITY COMMUNITIES. CONSTITUTIONAL RENEWAL AND THE WINNING OF SCHOOL GOVERNANCE

de Michael Behiels
(Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2004, xxx, 480 p.)

Claude Couture
Université de l'Alberta

Ancien diplômé du Collège Saint-Jean, à Edmonton, professeur d'histoire à l'Université d'Ottawa, Michael Behiels est l'auteur de deux livres, dont *Prelude to Quebec's Quiet Revolution: Liberalism versus Neo-Nationalism, 1945-1960* (1985), et le coéditeur d'au moins quatre ouvrages, dont *Nations, Ideas, Identities: Essays in Honour of Ramsay Cook* (2000). Il présente cette fois un ouvrage fort bien documenté sur les communautés francophones du Canada depuis essentiellement la Charte canadienne des droits et libertés, notamment sur leurs luttes pour les droits scolaires, avec en filigrane les changements constitutionnels.

Selon Behiels, à la charnière des années 50 et 60, les minorités francophones et acadiennes étaient en déclin sur tous les fronts : démographique, économique, socioculturel, institutionnel et politique. Sur le plan social et culturel, par exemple, les minorités francophones voyaient s'éroder à un rythme sans précédent la plupart de leurs points d'ancrage dans une identité canadienne-française religieuse et rurale. Pour survivre, ces communautés assiégées se sont réorganisées dans le but de faire face aux nouveaux défis avec de nouvelles organisations locales et nationales tout en reconstruisant leurs identités respectives. Elles ont aussi lutté pour s'assurer d'une nouvelle direction politique menant à de nouvelles stratégies provinciales et nationales. Reprenant la thèse aujourd'hui classique de l'éclatement de l'identité canadienne-française à la suite des États généraux de la fin des années 60, Behiels cherche à montrer comment les nouvelles élites des minorités ont mené parallèlement la lutte pour le dossier jugé prioritaire de l'éducation et la lutte pour la construction d'une nouvelle identité.

Convaincues, selon Behiels, de l'importance de l'école pour le renouvellement et la croissance des communautés, les organisations francophones – donc les élites francophones souvent décrites comme *l'establishment* –, nouvellement galvanisées, auraient constamment fait pression dans les années 70 et 80 pour l'enchâssement dans la Constitution des droits linguistiques et des droits scolaires, ce qui comprend la gouvernance des écoles. D'après Behiels, ces objectifs étant atteints avec la Charte, elles auraient utilisé, après 1982, des techniques de « *micro-constitutional politics* » pour convaincre les gouvernements, notamment en Ontario, au Manitoba et en Alberta, de

rendre tangibles les principes de l'article 23 de ladite charte. Dans trois chapitres très détaillés qui constituent l'essentiel du livre, l'historien décrit minutieusement la longue saga pour la reconnaissance des droits des communautés francophones de chacune de ces trois provinces (Ontario, Manitoba et Alberta). La décision de la Cour suprême du Canada dans *l'arrêt Mahé*, une cause instruite en Alberta par l'Association Georges-et-Julia-Bugnet, est venue couronner de longues années de luttes et sert depuis de référence quasi universelle.

Au cours des années 80 et 90, les communautés francophones ont bénéficié de l'appui du gouvernement fédéral à différents niveaux. D'abord par l'entremise de fonds mis à la disposition des associations de parents francophones qui avaient choisi la voie de la contestation judiciaire. Ensuite, par la signature d'ententes financières avec les provinces, ententes destinées à pourvoir aux dépenses supplémentaires qu'ont entraînées les victoires juridiques des francophones et l'implantation de conseils scolaires francophones. Selon Behiels, si l'approche militante des fondateurs de Bugnet en Alberta, par exemple, a donné des résultats importants sur le plan juridique, le mode d'action discret des politiciens professionnels minoritaires a permis la réalisation de ces ententes financières. Mais ces gains se sont faits, d'après l'auteur, dans un contexte de luttes politiques intenses qui ont culminé lors des échecs de l'accords Meech et de celui de Charlottetown. Dans les deux cas, une conception pancanadienne du Canada, qu'appuyaient les minorités francophones, s'est opposée à une conception régionaliste, centrée sur le Québec, dans le cas des francophones de cette province. Cette opposition a avivé le développement d'identités particulières chez les minorités francophones, en opposition à une vision centrée sur le Québec. Les échecs constitutionnels de 1990 et de 1992 ont consolidé ni plus ni moins la volonté politique des minorités de trouver des stratégies de développement autonomes, conformes à leur vision d'un Canada reconnaissant la dualité linguistique. Munies de cette nouvelle volonté et de la gouvernance de leurs écoles, les minorités, conclut Michael Behiels, sont maintenant prêtes à faire face aux défis du nouveau siècle.

Dans l'ensemble, le texte est impressionnant d'érudition et de détails. Ceux et celles qui s'intéressent à la lutte pour la gouvernance scolaire et à ces années palpitantes y trouveront un récit cohérent et riche d'informations. Par contre, le travail d'édition laisse largement à désirer : un nombre important d'erreurs n'ont pas été corrigées dans les citations en français, ce qui rend la lecture parfois un peu ardue. De plus, la transition des chapitres descriptifs de la lutte pour la gouvernance vers les chapitres décrivant les sagas constitutionnelles de Meech et de Charlottetown est presque inexistante. D'où l'impression que le livre comporte deux parties distinctes qui n'ont pas été intégrées : l'une sur la gouvernance et l'autre sur la politique. Mais le malaise est peut-être plus profond : si l'auteur décrit bien, voire de façon équilibrée, les positions respectives des groupes portés au militantisme, d'une part, et, d'autre part, des spécialistes des coulisses qui seraient plus politiciens, il n'arrive pas vraiment à expliquer pourquoi ces derniers, au départ satisfaits des écoles d'immersion fréquentées par les francophones avant 1982 (ce qui contredit en fait l'argument initial de Behiels d'un engagement total et précoce

en faveur de l'école francophone de la part des élites), se sont par la suite ralliés vers la fin des années 80 au principe de la gouvernance et des écoles homogènes. Une analyse plus serrée des causes de cette volte-face permettrait sans doute d'aborder le problème actuel du maintien un peu forcé du caractère religieux de la majorité des écoles francophones et de la difficulté éprouvée jusqu'à maintenant par les écoles publiques qui ne sont pas dominées par une seule religion. Certains croient en effet qu'il y a une relation entre les débats des années 80 et ceux d'aujourd'hui et que cette relation repose en fait sur des différences fondamentales de projet de société qui transcendent largement la seule adhésion au dualisme canadien. Enfin, l'auteur semble aussi conclure au succès de l'approche politicienne. Mais certains ont fait remarquer que cette approche rend cependant les minorités francophones très vulnérables aux changements de gouvernement. Par exemple, qu'arrivera-t-il en Alberta lorsque le gouvernement Klein, qui certes ne s'est pas montré hostile aux francophones, sera remplacé par un autre gouvernement conservateur, cette fois plus rébarbatif au bilinguisme?

Une dernière remarque : la thèse générale repose sur l'idée largement admise aujourd'hui de l'éclatement de l'identité canadienne-française au cours des années 60. Mais tout s'effondre si, à l'instar du regretté Robert Painchaud, on accepte l'idée que l'éclatement identitaire et le ressentiment à l'égard du Québec remontent aussi loin que la pendaison de Riel et qu'ils ont fortement imprégné les visions et les écrits de pionniers comme le père Lacombe et M^{gr} Grandin. Comment en effet reconstruire le récit si le point de départ n'est pas la fracture des années 60 mais, au contraire, la continuité avec un passé tissé de ressentiment et de volonté autonome de développer les communautés francophones peu importe ce que le Québec fait ou ne fait pas? Il y aurait peut-être lieu dans les prochaines années de considérer cet aspect et de cesser de voir les minorités francophones comme des victimes momentanément abasourdies par le nationalisme québécois montant des années 60.